

<https://www.pressegauche.org/L-offre-du-gouvernement-rejetee-a-l-unaninite>



L'offre du gouvernement rejetée à l'unanimité

- Politique québécoise - Mouvement syndical québécois -



Date de mise en ligne : mardi 29 septembre 2020

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

Réunies en conseil national extraordinaire virtuel, les déléguées ont reçu avec colère et déception la nouvelle proposition patronale portant sur les matières sectorielles, c'est-à-dire les conditions de travail. La qualifiant d'insultante, irrespectueuse et déraisonnable envers les professionnelles en soins, elles ont voulu envoyer un message clair au gouvernement en la rejetant unanimement.

L'absence de mesures immédiates pour assurer la santé et la sécurité des professionnelles en soins, l'absence d'incitatifs au temps complet et le silence sur les ratios sécuritaires professionnelles en soins/patient-e-s, mesure phare dans la lutte contre la surcharge de travail, montrent à quel point les deux parties ont des visions différentes des solutions à mettre en place pour améliorer les conditions de travail.

La partie patronale occulte la notion de surcharge de travail dans sa proposition, qui comprend 22 mesures. Les plus marquantes portent sur :

- ▶ la modification des critères d'accès à une rémunération incitative pour le temps supplémentaire ;
- ▶ la fin de la reconnaissance de la scolarité, notamment du baccalauréat par cumul pour les infirmières cliniciennes ;
- ▶ des projets pilotes pour le travail lors des fins de semaine et l'autogestion des horaires ;
- ▶ le mentorat à l'urgence uniquement ;
- ▶ la titularisation des postes, passant d'un 8/28 à un 12/28 ;
- ▶ un rehaussement à temps plein des postes en CHSLD uniquement, sans référence aux ratios sécuritaires professionnelles en soins/patient-e-s.

En plus de ces offres insultantes, la partie patronale ose proposer d'inclure un énoncé de principe dans la convention collective visant à promouvoir le réseau de la santé, tout en limitant les possibilités pour les professionnelles en soins de dénoncer les situations inacceptables.

L'équipe de la coordination de la négociation de la FIQ a rapporté à ses vis-à-vis patronaux la vive réaction de la délégation face à cette proposition d'entente globale. Parallèlement, sur les matières intersectorielles, l'alliance APTS-FIQ continue de maintenir ses demandes sur le salaire, les disparités régionales, les droits parentaux et le régime de retraite.

En parallèle, toutes les ressources et les énergies de la Fédération sont dédiées à soutenir la mobilisation dans les établissements. Chacune des équipes syndicales finalise l'élaboration de ses services essentiels à maintenir en cas de grève. Le combat n'est pas terminé, la FIQ met tout en place afin que la partie patronale entende raison !

Nos solutions

L'offre du gouvernement rejetée à l'unanimité

La FIQ a passé la période estivale à expliquer et à décortiquer à la partie patronale le piètre état du réseau de la santé et les problèmes urgents à régler. Elle a présenté plusieurs solutions, notamment implanter des ratios sécuritaires professionnelles en soins/ patient-e-s, ajuster la semaine de travail à 37,5 heures par semaine pour tous les titres d'emploi de la catégorie 1, instaurer une prime significative d'attraction et de rétention en CHSLD, revoir l'application de certaines primes, notamment les primes de fin de semaine et la prime de rotation, la reconnaissance de la formation postsecondaire et des mesures de bonification entourant le régime d'assurance collective et de remboursement de la cotisation professionnelle.

La liste complète des demandes sectorielles de la FIQ et des propositions patronales se trouve sur le site Web de la Fédération.